

Préface du livre de Karim Taharount « On est chez nous. Histoire des tentatives d'organisation politique de l'immigration et des quartiers populaires (1981-1988) » Solinitsata, 2017

Mogniss H. Abdallah, Norredine Iznasni, Tarik Kawtari, Sardène Sadgui, Farid Taalba... Ces noms vous sont sans doute inconnus, davantage en tout cas que ceux de Farida Belghoul, Toumi Djaïdja ou Djida Tazdaït, figures médiatiques du mouvement des « jeunes immigrés » des années 1980. Ce sont le parcours et les réseaux tissés par ces militants anonymes, leurs victoires et — plus souvent — leurs échecs que retrace Karim Taharount dans une histoire à hauteur d'homme, comme il la qualifie.

Le livre s'inscrit dans une nouvelle historiographie qui entend rendre la parole aux acteurs des luttes d'antan¹, évitant de les écraser sous le poids des structures de domination, tout en veillant à replacer leurs récits dans le contexte politique, social ou urbain de l'époque. Grâce à cette approche historique compréhensive, nous percevons mieux pourquoi les « jeunes immigrés » (ainsi qu'ils s'auto-désignaient, même s'ils étaient nés en France pour la plupart) ne sont pas parvenus à s'organiser pour imposer durablement leurs causes sur l'agenda politique national. La question intéresse aussi le présent : la permanence, trois décennies plus tard, des enjeux qui motivaient leurs luttes — racisme, discriminations, stigmatisation, mépris, violences policières... — ne trouve-t-elle une part d'explication dans l'échec stratégique et organisationnel des acteurs des années 1980 ?

Le passage de la position d'objet parlé à celle de sujet parlant², investissant l'espace public pour y porter des revendications, n'a pas été le fait d'une génération spontanée. Karim Taharount relativise la nouveauté des mobilisations du début de la décennie 1980, rappelant ce que l'avant-garde du mouvement avait appris au cours des années 1970 des luttes pionnières menées par des travailleurs immigrés et des organisations d'extrême gauche. Il raconte l'autonomisation progressive de jeunes

1 Voir Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat (dir.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 317 p.

2 Ahsène Zehraoui, « De l'objet parlé au sujet parlant. Le mouvement social des jeunes d'origine maghrébine », *Peuples Méditerranéens*, vol. 31/32, avril-septembre 1985, pp. 97-110.

vingtenaires ou trentenaires qui ont fondé leurs propres associations à la fin des années 1970, dont les plus emblématiques s'appelaient *Rock Against Police*, *Zaâma d'Banlieue* ou *l'Association de la Nouvelle Génération Immigrée*.

Karim Taharount s'intéresse aux « dominants parmi les dominés »³, à ceux qui s'engageaient dans des actions protestataires, munis de ressources et de compétences dont les membres du groupe qu'ils cherchaient à représenter étaient généralement dépourvus. Groupe qui ne s'est guère soulevé en masse derrière les militants, y compris lors de l'arrivée à Paris des deux grandes marches – la « Marche pour l'égalité » de 1983 et « Convergence 84 » l'année suivante – dont les foules étaient bien davantage drainées par les organisations de gauche traditionnelles, dont la sympathie affichée pour le mouvement des jeunes immigrés masquait difficilement les nombreux motifs d'antagonisme ou de méfiance qui les séparaient.

Karim Taharount hésite à parler de « mouvement social » à propos de la frange de militants qu'il étudie, lui préférant l'expression « mouvance autonome des jeunes immigrés ». Le manque de cohésion interne n'était pas la moindre des faiblesses de ladite mouvance. La volonté d'une partie des militants de s'organiser sur une base identitaire maghrébine a fragilisé les tentatives de structuration d'un mouvement inter-communautaire. Certes, ces jeunes immigrés étaient très majoritairement maghrébins, mais on comptait aussi des jeunes portugais, subsahariens, asiatiques ou originaires des territoires ultra-marins. Le groupe des Maghrébins était lui-même traversé par des lignes de clivage nombreuses, selon leurs pays d'origine, leurs lieux de naissance entre ceux nés en France et les « blédards », leurs régions et quartiers de résidence, leurs niveaux d'étude et de revenus... Tous ces militants n'étaient pas d'accord sur les finalités du mouvement. À l'encontre des tenants d'une ligne mono-communautaire, ceux qui militaient au sein de « Convergence 84 » prênaient son ouverture à tous ceux qui se battaient contre le racisme et pour l'égalité des droits, quelles que soient leurs origines nationales ou sociales, dans une société qui s'accepterait comme multiethnique et

³ Selon l'expression de Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Éditions Textuel, coll. La Discorde, 2004, 206 p. Pour une application de cette grille de lecture dominants/dominés au mouvement des jeunes immigrés.

multiculturelle⁵. L'idée défendue par certains de se structurer sur une base territoriale, afin de mobiliser les jeunes des cités de transit et des grands ensembles HLM, quelles que soient leurs origines, n'a pas davantage été couronnée de succès.

Si des rapprochements inter-associatifs ont eu lieu, ils étaient soutenus par les liens interpersonnels noués entre militants beaucoup plus que par le partage d'une vision stratégique entre organisations, lesquelles n'ont « jamais dépassé le stade du réseau informel et nébuleux », écrit l'auteur. Outre l'incapacité des acteurs à s'entendre sur une plate-forme programmatique ou revendicative commune, les débats qui ont eu cours au sein de la mouvance, après la « Marche pour l'égalité », témoignent de divisions profondes concernant la forme d'organisation à promouvoir, entre fédération et coordination, entre structuration nationale et régionale, entre démocratie directe et délégation de pouvoir à des représentants.

La revendication d'autonomie soulevait des questions tout aussi redoutables concernant les rapports de cette mouvance avec les institutions publiques, les partis politiques, les syndicats ou d'autres autres associations – autant de « partenaires » potentiels oscillant entre compassion, condescendance et indifférence à l'endroit des jeunes immigrés. Ces derniers devaient-ils accepter des subventions publiques et nouer des alliances avec des organisations extérieures, au risque de sacrifier leur indépendance ? Là aussi, ces questions stratégiques divisaient la mouvance. Par-delà la pureté des principes, le financement par les pouvoirs publics était difficilement évitable pour les associations qui n'entendaient pas séparer l'action politique nationale et les activités socioculturelles qu'elles développaient dans les quartiers, pour changer la vie ici et maintenant, sans attendre d'hypothétiques réformes structurelles. Mais comment rivaliser alors avec d'autres associations plus richement dotées en ressources matérielles et relationnelles ?

Fallait-il investir les instances consultatives proposées par l'État ou les collectivités locales, et acquérir ainsi une légitimité officielle qui n'avait rien d'évident pour des populations intrinsèquement suspectes ? Ou bien

⁵ Le revirement soudain de la leader de *Convergence 84*, Farida Belghoul, qui a fini par défendre une position inverse, celle du repli sur l'identité maghrébine, a d'ailleurs entraîné la scission de l'organisation.

fallait-il engager un rapport de force avec les institutions en vue de leur arracher des victoires ? Son manque de légitimité et de ressources a conduit une partie de la mouvance des jeunes immigrés à se tourner vers d'autres organisations, souvent chrétiennes de gauche, appelées à jouer les intermédiaires avec les pouvoirs publics. Mais l'illégitimité persistante des jeunes immigrés comme interlocuteurs directs de l'État s'est cruellement vérifiée lorsque le pouvoir socialiste a fini par désigner *SOS Racisme* comme son interlocuteur de choix, alors même que les jeunes immigrés « autonomes » lui déniaient toute capacité à représenter leur mouvement.

Loin de succomber à l'idéalisation rétrospective de militants « héroïques », Karim Taharount dresse donc un constat d'échec s'agissant de leurs tentatives de se doter d'une organisation nationale reconnue et à même de faire progresser les causes de l'égalité de droit et de traitement. Puis le « cycle compassionnel »⁶ s'est retourné, dès la seconde moitié des années 1980, avec la réforme du code de la nationalité engagée par le gouvernement de Jacques Chirac, la polarisation des débats publics sur l'islam après « l'affaire du foulard » de Creil, et l'affirmation d'un « modèle français d'intégration » brandi comme le contrefeu à toute forme de revendication communautaire émanant de ces groupes, le tout sur fond d'enracinement du *Front National*.

Trente ans plus tard, la xénophobie et l'islamophobie s'expriment sans complexe, permettant à l'extrême droite de réunir plus du tiers des suffrages à l'élection présidentielle. Une nouvelle mouvance militante occupe désormais le devant de la scène, avec ses nouvelles figures médiatiques, souvent féminines (Houria Bouteldja, Sihame Assbague, Rokhaya Diallo...), et ses militants de l'ombre investis dans l'action associative locale. D'autres acteurs ont fait le choix de partir à la conquête du pouvoir politique local en présentant des « listes autonomes ».

Jamais la méfiance réciproque n'a paru si grande avec l'État et les organisations de gauche. Si les obstacles à la reconnaissance politique semblent toujours insurmontables, la période contemporaine est aussi marquée par une floraison de termes nouveaux (post-colonialisme,

⁶ Selon l'expression d'Adèle Momméja, *Les enfants d'immigrés au temps du droit à la différence. Socio-histoire d'une politique compassionnelle*, Thèse de sociologie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, novembre 2016.

racisation, intersectionnalité, négrophobie...), comme le détaille Karim Taharount dans son épilogue. Emprunté au champ universitaire nord-américain, ce nouveau lexique signale un renforcement très conséquent de l'armature théorique des « racisés », comme ils s'auto-désignent désormais. Ces derniers n'ont pas renoncé à tout projet d'organisation nationale. Gageons que l'ouvrage de Karim Taharount leur servira, parmi ses multiples intérêts, à tirer les enseignements pratiques des échecs stratégiques et organisationnels de leurs aînés.

Thomas Kirszbaum, chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP), CNRS UMR 7220, Université Paris Nanterre, École normale supérieure de Saclay.